

# SOCIALISME MONDIAL 28

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

5 F

A vous la parole

## UNE SOCIÉTÉ SANS ARGENT

Depuis toujours je suis convaincue de l'inutilité de l'argent, de sa nocivité. Il est à la racine de toutes les déviations, il pourrait tout ce qu'il touche. Et cela me semble si évident qu'il me paraît superflu d'insister.

Partant de cette conviction, le tout est de savoir si l'on peut concevoir et mettre sur pied une organisation sociale sans argent, l'argent étant entendu comme «monnaie d'échange», le supprimer et ne pas chercher à le remplacer par quoi que ce soit.

Cela est dans certaines sociétés dites primitives, mais peut-on réaliser une société évoluée où, enfin, tout serait gratuit (et donc, au premier chef, le travail), où tout serait donné ? Où les besoins de chacun seraient satisfaits par ceux-là même qui les éprouvent en leur permettant de «prendre» librement ce qui leur est nécessaire.

Cela correspondrait enfin à la formule vieille et usée mais jamais appliquée «un pour tous, tous pour un».

Est-ce réalisable ? Oui, j'en suis convaincue, mais encore faut-il me le prouver. Et si je me le prouve, je le prouve en soi.

L'enfant naît.

Quels que soient ses parents, ses besoins sont les mêmes (ce qui diffère dans notre société, c'est leur satisfaction). D'abord ses besoins essentiels de survie : être nourri, vêtu, logé, protégé; puis ses besoins d'instruction, d'éducation : physique, mentale et caractérielle, pour devenir adulte; enfin une activité adaptée aux dons, facultés, aspirations de chacun, de l'âge adulte à la mort — car chaque être éprouve le besoin de se réaliser et de se sentir utile par l'action (celle-ci allant des travaux matériels les plus simples, aux travaux intellectuels les plus ardu, les plus subtils ou les plus artistiques).

Pour satisfaire ces besoins, l'homme possède une tête, des mains et des membres; et il dispose de la terre et de tous ses produits (y compris marins) et des matières premières qu'elle contient. Ces éléments et eux seuls (pas l'argent), lui permettent d'être le créateur des produits qui lui sont nécessaires, ou utiles, ou simplement agréables, plaisants.

La monnaie d'échange n'est qu'un procédé artificiel inventé de toutes pièces et exploité par les uns contre les autres en créant des hiérarchies et des suprématies injustifiées.

Une société sans argent, cela revient à quoi ?

- 1) à ce que chaque être travaille gratuitement,
- 2) à ce que tout ce qui est créé soit mis gratuitement à la disposition de tous.

Pourquoi cela paraît-il impossible alors que la première objection est que cela paraît trop simple ?

J'y vois deux raisons :

- on se heurte à une conception si ancrée de la société actuelle que toute autre paraît inconcevable;
- et à une conception de l'homme le définissant comme inapte à tout autre mode de vie collective, et inéducable.

Or la base de toutes nos sociétés est l'argent, qui ne permet de vivre que *contre* autrui et non *avec*. Pourquoi ne remonte-t-on jamais à cette unique cause, à cet unique principe sur lequel notre société de profit est fondée, et qui veut que l'on ne puisse rien se procurer que contre une valeur d'échange équivalente ?

L'échange, c'est ne donner rien pour rien. C'est la négation du don gratuit.

Le système même, le principe, suppose le mépris de l'homme, l'idée que l'homme ne peut être généreux, qu'il est incapable de s'épanouir, de se réaliser s'il n'est sollicité par un profit personnel et égoïste.

La possession de l'argent est donc devenue une fin en soi, et les Etats, les partis, les syndicats, ne visent, au mieux, qu'à en organiser la répartition (toujours injuste) et l'équilibre (toujours instable).

Mais l'écrasante majorité des humains souffre d'un tel contexte. Combien se sentent rétrécis, angoissés, perdus, incapables de comprendre les rouages, les mobiles, les plans et les lois auxquels obéissent les gouvernements dont ils dépendent ? Ils sont légion.

Or nous savons (par de multiples exemples passés) que tous peuvent s'adapter à tout autre mode de vie. L'importance de l'influence de l'éducation est telle qu'en une seule génération le comportement de tout un peuple se trouve modifié.

Si l'argent — son gain étant un besoin absolu — a été et est encore un stimulant sur le plan individuel, il est devenu un frein puissant et nuisible sur le plan collectif, mondial, et nous emmène tous, et très vite, vers une fin tragique (que ce soit une guerre, que ce soit une révolution des Etats pauvres contre les Etats riches). Car nous avons actuellement :

- un groupe d'Etats à grand rendement industriel à système capitaliste individuel;
- un groupe de nations à concentration capitaliste d'Etat, et
- les Etats non-industrialisés et défavorisés sur le plan des ressources (mais — et en partie parce que — exploités par les premiers), classés sous la dénomination de Tiers Monde.

Alors que les premiers gâchent ou jettent des produits pour maintenir des prix hauts, que les seconds, depuis bientôt 70 ans, ne créent et ne répartissent que parcimonieusement les biens essentiels pour se maintenir sur le plan défensif, les troisièmes, témoins de tous les gâchis, meurent de faim.

Il serait intéressant de connaître, dans notre économie, la proportion de travailleurs qui se trouvent astreints à une activité consacrée aux exigences de la monnaie d'une part, et d'autre part à des activités également stériles, voire nuisibles (fabrication d'armes, par exemple). L'ensemble des citoyens ne semble pas y penser, tant chacun est obnubilé par le besoin impérieux d'un gain.

Mais, par hypothèse, supprimons l'argent. Nous libérons de ce fait une foule incalculable de bras, de cerveaux, d'énergies humaines, qui lui sont actuellement consacrés : tous les travailleurs des banques (y compris les CCP), des bourses, de l'URSSAF, de la Sécurité Sociale et caisses vieillesse, de la CAF, les caissiers et encaisseurs, les employés de toutes les assurances, de toutes garanties, les percepteurs et agents du fisc, les douaniers, de nombreux guichetiers de services divers, une foule de fonctionnaires ministériels et nous pouvons y ajouter tous les travailleurs qui se consacrent à la fabrication des billets de banque (papier et impression) et de la monnaie. Bien d'autres sans doute, répartis dans le réseau complexe des échanges.

Et toutes ces énergies qui peuvent devenir créatrices !

Et créatrices dans tous les domaines de la vie sociale où chacun y gagnerait, car la puissance de l'argent est pernicieuse dans tous les secteurs, que ce soit l'argent et la santé, l'argent et le logement, l'argent et la qualité des produits, l'argent et les transports, l'argent et le commerce, l'argent et

l'éducation, l'argent et le choix de la profession, etc... et chacun de ces secteurs d'activité peut être organisé sans ce poids de l'argent qui est devenu un blocage.

Dans cette société sans argent, basée sur la conscience individuelle et la liberté, les services de police se trouvent singulièrement allégés ainsi que les tribunaux.

Et il n'y a plus de chômage, plus le moindre, car il n'est dû ni à une sous-consommation, ni à l'évolution des techniques et

machines-outils, mais bel et bien et uniquement à la nécessité absolue de toucher un salaire...

Chaque point peut, et doit être examiné et approfondi, mais a priori il n'y a nul obstacle au bon fonctionnement de chaque secteur d'activité dans la société telle que nous la concevons.

S.L., Clermont-Ferrand

## L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION SANS ARGENT

Le socialisme, c'est l'institution d'un système pratique de production mondiale, opérant directement et uniquement pour satisfaire les besoins humains. Essayons d'imaginer comment cet objectif pourrait s'organiser. Dans la nouvelle société, nous ne nous occuperons que de la production, de la distribution et de la consommation de biens et de services utiles répondant à des besoins précis. Nous les comblerons avec des moyens matériels permettant de les satisfaire, c'est-à-dire en produisant activement.

Dans le système capitaliste, les décisions qui ne semblent être que des décisions techniques concernant la production ont en fait pour but la rentabilité sur le marché. Dans le socialisme, la production se décidera indépendamment de telles considérations économiques, en réponse directe aux besoins. Dans ce système de production en vue de l'utilisation, ce sont les êtres humains qui constitueront le point de départ.

Dans le socialisme nous ne serons pas tributaires de calculs de temps de travail ou de sa conversion en prix de revient puisque la production ne fournira pas de valeurs d'échange pour le marché. Elle fournira tout simplement des biens et des services répondant directement aux besoins, et cela ne nécessitera pas de calculs économiques mais la transmission d'informations concernant des quantités de produits requises à travers tout le système de production. L'utilisation de la main d'œuvre dans le système capitaliste commence par un échange entre force de travail et salaire. Dans le socialisme, cet échange économique entre travailleurs individuels et capital investi sera remplacé par une coopération directe entre producteurs, pour satisfaire aux besoins sociaux, sous la forme concrète d'activité productive.

La production s'étend aujourd'hui dans le monde entier au travers d'un réseau de liens productifs. Elle se compose des décisions et des actions d'individus, de petits groupes et de grandes organisations. Beaucoup de ces activités dispersées réagissent entre elles et modifient le plan de l'ensemble. C'est pourquoi la production, que la société soit capitaliste ou socialiste, ne peut se faire que sur la base d'unités productives, s'adaptant aux exigences sociales en réponse aux informations qui leur sont communiquées.

Le socialisme prendrait la suite du système de production mondiale existant qui est généralement structuré en trois niveaux. Dans le socialisme, nous pourrions rationaliser cette structure mondiale sur la base d'une décentralisation qui pourrait opérer efficacement au travers des échelons mondiaux, régionaux et locaux.

L'extraction et le traitement des matières premières telles que les métaux, le pétrole, le charbon, et certains produits agricoles pourraient être organisés à l'échelon mondial de production, et leur distribution assurée aux échelons régional et local.

Ces matières premières pourraient être prises en charge à l'échelon régional en vue de la production et de l'assemblage de pièces détachées de machines, de biens d'équipement et d'objets à distribuer aux localités dépendant de cette région. Ainsi, une usine de tracteurs à l'échelon régional pourrait s'approvisionner en matières premières auprès de l'échelon mondial et distribuer ensuite ses tracteurs aux communautés locales de sa région.

A l'échelon le plus réduit, mais néanmoins extrêmement important, des unités de production locales pourraient produire des biens locaux pour la consommation et l'usage locaux.

Il n'est pas nécessaire que cette structure soit rigide, mais qu'elle soit un «squelette» adaptable, opérant à ces trois niveaux: mondial, régional et local. Ceux-ci représenteraient les échelons généraux de l'organisation de la production, grâce auxquels les informations concernant les quantités requises de matières premières et de produits pourraient être transmises entre unités de production.

C'est dans le cadre de cette structure de base que nous pour-

rions organiser la production en vue de l'utilisation. Elle fonctionnerait en réponse directe aux besoins. Ceux-ci émaneraient des communautés locales, exprimés en quantités telles que grammes, kilos, tonnes, litres, mètres, mètres-cube, etc. de matières premières et produits divers. Ils pourraient être ensuite transmis en tant qu'éléments nécessaires à l'activité de production, en tant que séquence et qu'enchaînement techniques, aux différents échelons de la production sociale selon les nécessités. Chaque unité de production répondrait aux besoins matériels communiqués par et à travers le réseau productif. Ainsi la production sociale s'auto-régulerait, car chaque unité de production s'ajusterait aux demandes matérielles transmises.

Chaque unité de production connaîtrait sa position. Si les demandes sont basses par rapport à la constitution du stock, cela serait automatiquement le signe pour une unité qu'elle doit réduire sa production. Si les besoins sont élevés par rapport au stock, cela serait automatiquement le signe qu'elle doit l'augmenter.

Le recensement des besoins et la transmission au réseau de production des éléments nécessaires pourraient ainsi être clairement et facilement connus. La satisfaction de certains besoins se situera au niveau de la communauté locale; dans ce cas la production ne s'étendrait pas au-delà de ce niveau: par exemple, une production alimentaire locale destinée à la consommation locale.

D'autres besoins pourraient être communiqués, en tant que quantités de produits requises, au réseau régional de production. Par exemple, pour l'alimentation locale on aurait besoin de verre, mais chaque communauté locale ne pourrait avoir sa verrerie. Ces besoins seraient donc communiqués à une verrerie située à l'échelon régional. Les matières premières dont on a besoin pour produire une tonne de verre étant connues de façon précise, elles pourraient être indiquées en quantités déterminées à ses fournisseurs par la verrerie. Ce serait une séquence de transmission de besoins locaux au réseau régional de production, et donc limitée au niveau d'une région.

La production alimentaire locale aurait également besoin de tracteurs et dans ce cas la communication des quantités requises de matériel s'étendrait jusqu'à l'échelon mondial de production. Les tracteurs seraient demandés en nombre précis dont on déduirait le nombre de pièces détachées nécessaires à leur fabrication. L'usine régionale de production de tracteurs transmettrait ce nombre précis à ses propres fournisseurs et cela s'étendrait éventuellement jusqu'à des unités de production mondiale chargées de l'extraction et de la transformation des matières premières nécessaires.

Ce serait un système de production en vue de l'utilisation, fonctionnant en auto-régulation sur la base de la communication des besoins, traduits en quantités définies de produits, à travers toute la structure de production. Chaque unité de production convertirait les demandes qui lui auraient été transmises en ses propres demandes et les transmettrait ensuite à ses propres fournisseurs. Ce serait l'enchaînement grâce auquel on connaîtrait chaque élément de travail nécessaire à la fabrication d'un produit fini.

Ce système de production en vue de la seule satisfaction des besoins humains, fonctionnant en auto-régulation, se réaliserait grâce aux communications. Dans le socialisme, nous pourrions utiliser pleinement les moyens de communication qui ont été développés, et pas seulement les moyens de transport tels que les routes, les voies ferrées, la navigation, mais aussi le système mondial de télécommunications électroniques existant, qui permet de communiquer instantanément avec l'autre bout du monde, aussi bien que les dispositifs permettant de stocker et de traiter des millions d'informations. Nous pourrions utiliser dans le socialisme la technologie moderne d'information pour organiser n'importe quelle combinaison de divers éléments nécessaires à la production.

# LA PHILOSOPHIE DE L'ARGENT DE MARX

En 1970, le philosophe polonais en exil Leszek Kolakowski faisait une conférence à New York sur le thème « Pourquoi avons-nous besoin d'argent ? ». Le texte de cette conférence est reproduit en traduction française dans *L'esprit révolutionnaire* de Kolakowski, publié en 1978 aux Editions Complexe. Il s'agit d'une critique de l'idée d'un monde sans argent comme, d'après lui, une illusion dangereuse. Il prétend que l'existence de l'argent permet « le droit au libre choix dans la consommation » et « la démocratie politique », et que toute tentative de l'abolir ne peut que mener au rationnement et à l'esclavage politique — comme si le seul choix était entre le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat ! Malgré cette argumentation faible, pour ne pas dire débile, dans la première partie de son essai, Kolakowski réussit à faire un exposé assez honnête, reproduit ci-dessous, des idées de Marx sur ce sujet.

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la culture européenne rêve un rêve immortel, le rêve d'un monde sans argent. C'est la nostalgie du retour à un paradis où les choses sont ce qu'elles sont en vertu de leurs qualités naturelles et ne peuvent être réduites à une commune mesure quantitative. John Locke écrivit en 1690, dans son *Deuxième Essai sur le Gouvernement* : « Au commencement, le monde entier était une Amérique... car nulle part on ne connaissait quelque chose comme l'argent. » Cette bienheureuse Amérique sans argent était — pour la plupart des Utopistes, sinon pour Locke lui-même — le Paradis perdu auquel l'homme pouvait et devait retourner s'il ne voulait pas perdre son humanité. Cette idée fut reprise, sans grandes modifications, par Rousseau et par les Socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, par Proudhon, et surtout par Moses Hess, puis enfin par Marx. La philosophie de l'argent de Marx, qui s'est constituée essentiellement sous l'influence de Hess, n'est rien d'autre qu'une nouvelle formulation plus précise des idées directrices de pratiquement tous les socialistes des trois siècles précédents. Marx réinterprète dans cette perspective d'une manière nouvelle la distinction héritée de Smith et de Ricardo entre la valeur d'usage et la valeur d'échange des marchandises. La valeur d'usage, soit la somme des propriétés physiques qui nous rendent les choses utiles, appartient à la chose elle-même, qu'il s'agisse ou non d'une marchandise échangée sur le marché. La valeur d'échange est une caractéristique qui ne repose ni sur la chose elle-même ni sur ses propriétés physiques, mais apparaît comme rapport social au cours de l'échange de marchandises. La valeur d'échange ne se manifeste qu'au cours de la confrontation des marchandises en tant que rapport mesurable entre les diverses quantités de travail qui ont été nécessaires pour produire les choses en question.

Comme les différences dans la valeur résultent des différences dans le quantum de travail socialement nécessaire, Marx a inventé une distinction inconnue de Ricardo entre travail abstrait et travail concret. Le travail abstrait est la libération productive d'énergie humaine en soi, indépendamment de son application spécifique à des produits spécifiques. Tout comme le travail concret produit la valeur d'usage, le travail abstrait produit la valeur d'échange. Toutefois, cette distinction ne résulte pas pour Marx du processus du travail entendu comme une forme d'activité spécifiquement humaine; elle est, au contraire, de nature historique et passagère. Les hommes ont toujours travaillé et travailleront toujours « concrètement », car c'est par là que se caractérisent les hommes en tant que genre humain. Les produits de leur travail ont toujours eu et auront toujours une valeur d'usage. Par contre, le travail abstrait et la valeur d'échange ne résultent pas directement du processus du travail lui-même, mais apparaissent seulement dans l'échange, c'est-à-dire au moment où la valeur relative des différentes marchandises doit être établie par comparaison. La naissance de l'argent comme mesure de valeur et moyen d'échange résulte du développement de l'échange de manière aussi nécessaire que l'échange lui-même résulte de la spécialisation et de la division du travail. Dès lors, la pure existence du travail abstrait, de la valeur d'échange et de l'argent ne représente pas la caractéristique principale du capitalisme. Ce qui caractérise le capitalisme, c'est que l'humanité dépend d'un système d'échange unique (ce qui implique l'existence d'un marché mondial) et surtout que la valeur d'échange a une prépondérance absolue dans le processus de production; en d'autres termes, la production se rend indépendante des besoins humains. Elle est subordonnée à l'accumulation de la valeur d'échange comme but en soi. Le capital est un Moloch abstrait poussé par la « faim de loup » insatiable de la plus-value. Il aspire avec un entêtement aveugle à l'accumulation infinie de la plus-value, sans se soucier du type de production. Les différences

qualitatives entre les marchandises produites lui sont indifférentes. Les masses de capitaux émigrent sans difficulté d'un domaine de production à un autre, poussées par la soif du profit. L'âme du capital est le besoin d'argent — non le besoin de richesse, mais bien le besoin de la valeur d'échange en soi. L'âme du capital devient l'âme du capitaliste; celui-ci incarne le capital et devient l'instrument humain des forces impersonnelles.

C'est précisément ce processus, décrit en détail dans le premier et le troisième livre du *Capital*, que Marx nomme aliénation dans ses écrits de jeunesse. L'aliénation du travail résulte inévitablement du processus de la division du travail elle-même. Cette aliénation se manifeste partout dans le monde par le fait que les qualités personnelles d'un homme, ses aptitudes, ses muscles, son cerveau, prennent la forme de la marchandise soumise aux lois anonymes du mouvement des prix du marché, vendue et échangée indépendamment du producteur et réduite à la valeur d'échange abstraite. Les effets de l'aliénation touchent aussi bien le capitaliste que l'ouvrier, même si le capitaliste, satisfait par ses privilèges, accepte sa propre situation. L'aliénation de l'ouvrier réside en ce que son travail, en soi un mode de libération d'énergie spécifiquement humain, détruit son humanité et représente la nécessité amère d'une lutte pour la survie.

Pour cette raison, l'ouvrier ne se sent pas lui-même dans le processus spécifiquement humain du travail, il vit seulement dans ses fonctions « animales » — lorsqu'il mange, dort, fait des enfants. Le capital lui a dérobé son humanité en le contraignant à vendre sa force de travail. Sa personnalité est devenue une marchandise ou une valeur d'échange, transformation identique à celle qu'a subie le produit. Le capitaliste a aussi été privé de son humanité, quoique d'une autre manière; il est devenu capital personnifié, instrument d'un monstre impersonnel. Dans sa passion démente, le capital amène le capitaliste à regarder sa propre consommation comme un vol, un dommage fait au capital. Il a imposé au capitaliste une existence déterminée non par ses qualités personnelles, mais par les masses de capitaux qu'il incarne : « Ma force est tout aussi grande qu'est la force de l'argent. Les qualités de l'argent sont mes qualités et mes forces essentielles — à moi son possesseur. Ce que je suis et ce que je peux n'est donc nullement déterminé par mon individualité. Je suis laid, mais je peux m'acheter la plus belle femme. Donc je ne suis pas laid, car l'effet de la laideur, sa force repoussante, est anéanti par l'argent. De par mon individualité, je suis perclus, mais l'argent me procure vingt-quatre pattes; je ne suis donc pas perclus; je suis un homme mauvais, malhonnête, sans conscience, sans esprit, mais l'argent est vénéré, donc aussi son possesseur, l'argent est le bien suprême, donc son possesseur est bon ». (Marx, *Manuscrits de 1844*, Ed. Sociales, p. 121, passage sur la conception de l'argent de Shakespeare, citation de l'interprétation de Goethe.)

Même de par le ton, ces phrases auraient pu sortir de la plume de Rousseau, de Fourier ou de tout autre moraliste socialiste du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Pourtant, contrairement à eux et aux autres auteurs de même tendance, Marx n'a jamais estimé pour sa part que l'existence de la valeur d'échange, de l'argent, de l'aliénation du travail et de la production capitaliste devait être considérée comme un accident de parcours historique, comme une erreur qu'on aurait pu éviter ou qui mérite simplement une condamnation morale. Tout le progrès des temps modernes dans le domaine de la production et de la technologie est impensable sans l'aspiration démente à l'accumulation de la valeur d'échange, sans cette toute-puissance de l'argent qui a déclenché toutes les innovations révolutionnaires dans le domaine technologique et toutes les transformations dans l'organisation du travail sans lesquelles l'humanité vivrait encore au Moyen Age dans la stagnation et la misère morale. Il y a des passages dans les textes de Marx — dans le *Manifeste Communiste* et même dans le *Capital* — qui peuvent s'entendre comme un chant de louange à la gloire de la bourgeoisie et de son rôle révolutionnaire dans tous les domaines de la vie sociale et dans celui du développement technique. Dans ses articles célèbres sur la colonisation britannique des Indes, Marx écrit que, malgré tous les crimes et toutes les cruautés du processus de colonisation, et en dépit du fait que des millions de vies humaines ont été sacrifiées sur l'autel de l'insatiabilité capitaliste, l'Angleterre a joué en Asie un rôle révolutionnaire prodigieux : elle a tiré de leur inactivité des pays qui vivaient dans la léthargie et fait sauter les structures sociales ossifiées qui avaient maintenu le peuple dans l'inconscience et dans une indolence animale; elle a créé l'industrie et par là même le prolétariat, l'espoir de la prochaine et

ultime Révolution.

Dès lors, pour Marx, à la différence de la majorité de ses contemporains socialistes, la fonction de l'argent et de l'aliénation du travail n'était en rien purement négative et regrettable. Au contraire, il était conscient que le progrès humain tout entier a eu jusqu'ici un caractère contradictoire : ce qui était progrès authentique représentait une exploitation accrue de la population laborieuse. Ce progrès, écrivait-il, est semblable à une idole païenne qui boit le sang dans le crâne d'une victime. Le développement de l'argent comme valeur autonome et l'essor de la bourgeoisie en tant qu'incarnation de l'argent étaient des courants d'une énergie prodigieuse qui, après des siècles de sommeil, ont conduit l'humanité sur la voie de la civilisation. Et cependant, la croissance capitaliste a déjà épuisé ou épuisera bientôt sa productivité et ses possibilités de développement culturel, car les conditions sociales de la production feront obstacle à la poursuite du développement technologique amorcé par le capitalisme. Le capitalisme ne domine pas ses propres processus de production, ceux-ci sont subordonnés à l'accumulation aveugle de la valeur d'échange. C'est pour cela, et parce qu'il déshumanise au plus haut point la classe ouvrière, que le capitalisme doit inévitablement aboutir à une explosion révolutionnaire qui constituera alors le commencement d'une nouvelle société. A ce moment commencerait l'histoire véritable de l'humanité — tout ce qui précédait n'ayant été que préhistoire. Le socialisme devrait hériter de tout le savoir-faire technologique du capitalisme, c'est-à-dire de la richesse de la civilisation, mais abolir simultanément l'inhumanité avec laquelle cette richesse a été produite. Le socialisme abolirait la production soumise à la valeur d'échange et donnerait aux besoins humains les pleins pouvoirs sur le processus de production. Les producteurs véritables détermineraient le processus du travail et disposeraient entièrement de ses produits, le travail salarié n'existerait plus, la division du travail, l'aliénation du travail et la valeur d'échange disparaîtraient également (puisque la satisfaction des besoins serait le seul but de la production). On verrait aussi disparaître l'argent, cette incarnation destructrice autant que créatrice de la valeur d'échange, le dieu de l'histoire passée, l'inventeur diabolique, l'essence de l'homme qui s'est

## «VOUS VOULEZ DONC REVENIR AU TROC?»

Le socialisme abolit l'argent. Il ne s'agit pas là d'une simple opinion ni d'une suggestion concernant ce qui devrait se produire dans la société future, mais de quelque chose qui découle logiquement de la nature et du socialisme en tant que société sans propriété, et de l'argent en tant que rapport social dans une société de propriété.

L'argent naît de l'échange, mais l'échange ne se fait que là où les biens concernés ont des propriétaires différents. L'échange représente en effet un transfert mutuel de titres de propriété aussi bien qu'un échange physique des biens. Il est donc absurde de parler de l'existence de l'argent dans la société socialiste; autant parler d'un cercle carré. Le socialisme implique une société sans argent puisqu'il implique une société sans propriété. Ce point a été bien compris par des écrivains communistes tels que Thomas More, Gerrard Winstanley (porte-parole des «diggers», groupe communiste de la période de la révolution anglaise. Voir Christopher Hill, *Le Monde à l'envers*, Payot.), Morelly, Babeuf, Buonarrotti et Cabet, tout comme il l'a été par Marx et Engels qui, en se joignant à ce courant dès les années 1840, acceptaient comme allant de soi que le socialisme serait une société amonétaire. Quant à Marx, c'est même son dégoût profond pour l'effet de l'argent sur les rapports humains qui l'a fait devenir communiste (socialiste).

La première réaction de la plupart des gens à l'idée d'une société sans argent est de demander «vous voulez donc revenir au troc?». Cette réaction passe cependant complètement à côté de la planche. Le socialisme entraîne la fin non seulement de l'argent, mais également de l'échange dont le troc n'est qu'une forme primitive. En fait, c'est l'abolition de l'échange par le socialisme qui entraînera la disparition de l'argent.

Dans une société socialiste, l'activité productive prend la forme d'une activité librement choisie entreprise par les êtres humains en vue de produire les choses dont ils ont besoin pour vivre et apprécier la vie. Le travail productif nécessaire de la société n'est pas effectué par une classe de salariés employés mais par tous les membres, chacun coopérant selon ses capacités pour produire

détachée de l'homme concret et le domine comme un pouvoir étranger. En ce sens, le socialisme représente pour Marx le retour de l'homme à lui-même dans une société où toutes les forces et les capacités humaines sont au service de l'auto-affirmation de l'homme au lieu de l'écraser de leur puissance impersonnelle.

Dans sa vision d'une humanité future, Marx fut inspiré par une idée qui traverse toute la tradition socialiste : l'idée que la domination de l'argent entraîne un avilissement des hommes et des choses, les uns et les autres étant réduits à la valeur d'échange. Cette idée provient de la nostalgie d'un monde où les choses et les hommes retrouveraient leur statut originel et pour ainsi dire «naturel», où un morceau de pain ne serait rien d'autre qu'un morceau de pain, où une maison serait une maison et pas 50 000 dollars. Dans l'utopie socialiste s'exprime une sorte de soif de la qualité, le désir d'une société où les hommes et les choses ne sont pas comparables, parce qu'ils sont qualitativement différents, et où ils ne sont pas mutuellement hostiles parce que toutes leurs qualités personnelles uniques ne travaillent pas contre la société, mais se donnent libre cours pour enrichir celle-ci, la source des hostilités mutuelles ayant été éliminée une fois pour toutes. Bref, nous serions riches parce que nous n'aurions plus besoin d'argent. Nous verrions les choses telles qu'elles sont et non pas telles qu'elles ont été formées par le système d'échange — comme dans le poème célèbre de Kipling : «Et seul le Seigneur nous louera et seul le Seigneur nous blâmera, et aucun ne travaillera pour l'argent et pour la gloire, mais chacun pour le plaisir du travail, et chacun selon sa propre étoile doit représenter la chose telle qu'il la voit, pour le Dieu des choses telles qu'elles sont.

De cette manière, le socialisme crée un état dans lequel l'homme est rendu à lui-même et dans lequel l'homme et la nature se retrouvent mutuellement : le socialisme rétablira la qualité des choses, favorisera l'attitude artistique face à la nature, donnera au faire créateur de l'homme un caractère artistique — si nous comprenons notre concept d'art de manière assez large pour que puisse être appelée artistique toute activité qui ne peut être reproduite et qui exprime donc l'unicité impossible à répéter de la personnalité humaine.

les choses nécessaires à la satisfaction des besoins à la fois des individus et de la communauté. Le travail ne peut qu'être volontaire car il n'y a pas de groupe ou organe social capable de forcer les gens au travail contre leur volonté.

\* Dans une société socialiste, les biens sont distribués gratuitement dans des centres de distribution d'où on les retire sans donner d'argent ni de bon. Les maisons et appartements sont gratuits ainsi que le chauffage, l'électricité et l'eau, comme le transport, les soins, l'éducation, les restaurants, les lingeeries, organisés en services publics gratuits. Il n'y a pas d'entrée payante aux théâtres, cinémas, musées, parcs, bibliothèques. Le terme le plus adéquat pour décrire cette situation : *libre accès* car il renvoie au fait que c'est l'individu qui décide quels sont ses besoins. En ce sens, la production dans le socialisme est orientée pour pourvoir aux besoins des individus tels qu'ils sont définis par ceux-ci.

### La fin de l'économie

Le socialisme n'est pas une économie car, en rétablissant le contrôle humain conscient sur la production, il restaure au procès social de production son caractère originel : une interaction/échange direct entre les êtres humains et la nature. La richesse au sein du socialisme est produite directement, en tant que telle, c'est-à-dire des articles utiles nécessaires à la survie et au plaisir de l'homme. Les ressources et le travail sont utilisés dans ce but par des décisions conscientes et non à travers l'opération des lois économiques agissant avec la même force coercitive que les lois de la nature. Bien que la conséquence soit identique, les lois économiques qui entrent en jeu dans une économie marchande telle que le capitalisme ne sont pas des lois naturelles puisqu'elles sont issues d'un ensemble spécifique de relations sociales entre les êtres humains. En changeant ces relations sociales en ramenant la production sous le contrôle conscient humain, le socialisme abolit ces lois et donc aussi «l'économie», rendant la science économique et toutes ses catégories (argent, achat et vente, prix, valeur, etc.) caduques.

La «science» économique est l'étude de la distribution des ressources *rare*s pour couvrir *certain*s besoins humains. Le socialisme ne serait pas une économie car il présuppose que les ressources sont suffisamment *abondantes* pour permettre de produire suffisamment des biens pour satisfaire *tous* les besoins humains.

Les idéologues du capitalisme considèrent que si l'abondance existait, la valeur, les prix et l'argent pourraient être abolis, mais comme l'abondance n'existe pas encore et ne peut apparaître que dans un temps bien lointain, ces catégories doivent toujours exister. En ce cas il ne s'agit plus de définitions, il y a des faits : est-ce que les ressources productives existantes (matières premières, instruments de production, sources d'énergie) et le savoir technologique qui permet de s'en servir sont suffisants pour permettre à la population mondiale de produire assez de nourriture, de vêtements, de logements et autres choses utiles pour satisfaire ses besoins? Nous pensons que, de toute évidence, la réponse à cette question est «oui».

L'abondance est une situation où les ressources productives sont suffisantes pour produire assez de richesse pour satisfaire les besoins humains, alors que la rareté est une situation où les ressources productives sont insuffisantes pour réaliser ce but.

Le socialisme cependant n'est pas un «simple état d'abondance». C'est une condition sociale plutôt que physique ou technique. C'est un ensemble de relations sociales correspondant à une société sans classes, c'est-à-dire où tous les membres sont dans une position identique face au contrôle de l'utilisation des moyens de production de la richesse.

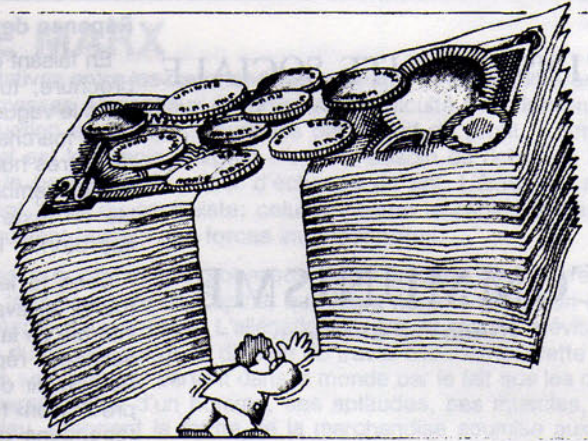
La richesse dans le capitalisme étant produite en vue de la vente, les biens particuliers qui la constituent deviennent des marchandises ayant une valeur d'échange. En fait, c'est seulement en tant que valeur d'échange que la richesse a une signification pour le fonctionnement du capitalisme; les millions de différentes sortes de choses utiles produites par le travail humain sont évaluées selon un dénominateur commun — leur valeur «économique» — basé sur le temps de travail moyen nécessaire à leur production, et dont la mesure est l'argent. Les calculs nécessaires à une économie marchande — calculs des valeurs d'échange et des rapports d'échange — se font donc en référence à cet «équivalent général», et ce sont ces calculs qu'on appelle «le calcul économique».

Avec le remplacement de l'échange par le socialisme, la richesse cesse de prendre la forme de valeur et, par conséquent, toutes les expressions de ce rapport social particulier à une économie marchande, telles que l'argent et les prix, disparaissent. En d'autres termes, les biens cessent d'avoir une valeur économique et deviennent de simples objets physiques que les êtres humains peuvent utiliser pour satisfaire un besoin ou un autre. Cela ne veut pas dire que les biens n'auront plus aucune «valeur» au sens large du terme; au contraire, ils continuent à posséder la capacité physique de satisfaire des besoins humains. La soi-disant «valeur économique» que les biens acquièrent dans une société marchande n'a strictement rien à voir avec leur véritable valeur comme moyen de satisfaire des besoins, puisque l'utilité d'un bien pour l'homme n'a jamais été fonction du temps de travail dépensé pour le produire. Dans le socialisme, les biens cessent donc d'être des marchandises, mais ils restent des valeurs d'usage; en fait, cette valeur d'usage y présente plus d'importance puisqu'elle deviendra la seule raison pour laquelle les biens seront produits.

### Le calcul en nature

La disparition de la valeur économique signifie la fin du «calcul économique» en tant que calcul en termes d'unités de «valeur» mesurée soit par l'argent, soit directement en fonction du temps de travail. Elle signifie qu'il n'y aura plus d'unité de calcul universelle à appliquer quand il s'agit de prendre des décisions concernant la production. Le socialisme en tant que société sans argent dans laquelle des valeurs d'usage sont produites à partir d'autres valeurs d'usage ne requiert aucune unité de calcul universelle. Les calculs qui y seront nécessaires se feront exclusivement en nature.

Le calcul en nature est un aspect essentiel de la production des biens dans toute société, y compris le capitalisme. Une marchandise est un bien qui, en vertu d'avoir été produit pour la vente, a acquis une valeur d'échange, économique, en addition de sa valeur d'usage, naturelle. De même, le processus de production dans le capitalisme est à la fois un processus de production de valeurs d'échange et un processus de production de valeurs d'usage, comportant deux types de calcul différents. Pour le premier processus, l'unité de calcul, c'est l'argent, mais pour l'autre il n'y a pas une seule unité de calcul, mais toute une gamme d'unités différentes pour mesurer les quantités et les genres des biens spécifiques utilisés dans la production des biens spécifiques (tonnes d'acier, kilowatt-heures d'électricité, heures de main d'œuvre,



etc.). C'est pourquoi la disparition du calcul économique (c'est-à-dire du calcul en valeur, en temps de travail) dans le socialisme ne signifie nullement la disparition de tout calcul rationnel, car les calculs en nature associés à la production des biens spécifiques en tant que valeurs d'usage continueront.

Le but de la production dans le socialisme étant de produire des valeurs d'usage concrètes pour satisfaire les besoins humains, tout ce qui peut intéresser la société socialiste à la fin d'une période donnée, c'est de savoir combien de quantités de biens spécifiques ont été produites sur la période. Pour vérifier ceci, il n'est pas nécessaire de réduire le coton, le charbon, les machines, les textiles, la nourriture, etc., etc. à un dénominateur commun mesuré selon une unité universelle; au contraire, c'est précisément dans leurs formes concrètes de coton, de charbon, etc. que la société socialiste s'intéressera à eux et voudra les compter.

La société socialiste n'aura aucun besoin de calculs en valeur tels «revenu national», PNB et d'autres chiffres obtenus en faisant abstraction des valeurs d'usage concrètes des biens spécifiques. En fait, le socialisme signifie précisément la libération de la production de sa subordination aux considérations d'ordre économique, c'est-à-dire d'ordre échangiste ou marchand. Le but de la production dans le socialisme ne sera donc pas de maximiser le «revenu national», ni le PNB ni la «croissance» (de valeurs d'échange) — ce seront des concepts sans aucune signification pour le socialisme — mais de produire les quantités et les types de valeurs d'usage dont les gens indiquent qu'ils auront besoin. Les calculs qu'il faudra faire pour organiser et pour vérifier ceci seront des calculs directement et exclusivement en nature ne nécessitant pas d'unité de calcul universelle, un «équivalent général», ni l'argent, ni le temps de travail.

De même, au niveau de l'unité de production, les seuls calculs qui seront nécessaires sont des calculs en nature. D'un côté on enregistre les ressources (matériaux, énergie, machines, travail) consommées dans le processus de production et, de l'autre côté le montant du bien produit ainsi que celui des éventuels sous-produits. Ceci se fait bien sûr également dans le capitalisme, mais y est doublé d'un calcul de valeur: la valeur d'échange des ressources consommées est enregistrée comme «coût de production» tandis que la valeur d'échange du produit (après qu'elle ait été réalisée sur le marché) est enregistrée comme «recettes de vente». Si celle-ci est plus grande que celle-là, on a fait un profit; dans le cas inverse, c'est une perte qu'il faut noter.

Une telle comptabilité des profits et des pertes n'a aucune place — n'a aucun sens même — dans le socialisme. La production socialiste, c'est simplement la production de valeurs d'usage à partir d'autres valeurs d'usage, voilà tout.

### TUEZ L'ARGENT

Tuez l'argent, niez son existence.

C'est un instinct pervers, une pensée cachée

Qui pourrit le cerveau, le sang, les os, les pierres, l'âme.

Prenez-en votre parti;

La société doit s'établir sur un principe différent

De celui qui existe.

Nous devons avoir le courage d'une mutuelle confiance.

Nous devons avoir la modestie d'une vie simple.

Et l'individu doit avoir gîte, nourriture et feu en toute liberté

Comme l'oiseau.

«Pensées», D.H. Lawrence (1885-1930), *Le serpent à plumes et autres œuvres mexicaines*, Stock, 1976, p. 732.

## L'INSECURITE SOCIALE

## COMMUNISME

ELEMENTS DE REFLEXION (1)

L'INSECURITE SOCIALE (Série II) N°2

*Nous publions ci-dessous un échange de correspondance concernant cette brochure, brochure qui explique que l'établissement du communisme entraîne forcément la disparition de toute propriété, de tout Etat et de toute monnaie. Sans être d'accord avec tout ce qui y est dit, nous pouvons la recommander comme étant un bon exposé des arguments en faveur d'un monde sans argent. Elle est disponible auprès de l'Insecurite Sociale, BP 243, 75564 Paris, Cedex 12.*

Suite à une réunion-débat le samedi 27 avril 1985, j'ai lu votre brochure *Communisme - Eléments de réflexion*. Suite aussi à mes objections citées dans le n° 27 de SOCIALISME MONDIAL, je vous pose les questions suivantes.

Je lis à la fin de la p. 5: «Avec l'abolition de l'Etat, de l'argent et de la marchandise, il existerait un contrôle conscient des êtres humains sur leur propre activité, au travers des relations et interactions existant entre eux... etc.»

On reste dans le vague et on n'appuie pas ses réflexions sur des exemples concrets.

Quelle est la nature de ces relations et interactions lorsqu'il s'agit de produire et de répartir des objets non abondants mais désirés par des personnes? Exemple: des chaînes de haute fidélité musicale (Un des participants de la réunion a dit que cela ne l'intéressait pas... alors les autres doivent s'en priver à cause d'un avis personnel?).

La production de ces objets désirés exige une industrie avec ses nombreux travailleurs qualifiés, ses ingénieurs... Comment les trouver, les former, les réunir en nombre suffisant... s'il n'existe pas de revenus distribués en monnaie destinée simplement à l'organisation de la répartition, monnaie socialiste non comptabilisable et s'il y a seulement la «prise au tas», comment éviter une compétition violente entre individus pour se procurer ce qui n'est pas assez abondant dans les lieux de dépôts pour satisfaire toutes les demandes? Si un individu ne peut pas avoir sa propre chaîne Hi-Fi, qui lui imposera le programme musical? (...)

Vous voulez vous abstenir de présenter le moindre programme... Je vous ai fait remarquer que, s'il était effectivement impossible de prévoir dans le détail les formes de la future société, il était par contre nécessaire d'avoir au moins de grandes lignes directrices en vue. D'ailleurs, vous semblez vous contredire: en affirmant qu'une société socialiste (ou communiste) ne doit pas comporter même un monnaie non capitalisable simplement destinée à l'organisation de la répartition de ce qui n'est pas abondant, vous présentez vous-mêmes une ligne directrice!

Jean Leblan

## Réponse de «l'Insecurite Sociale»:

En faisant une citation de la page 5 de la brochure, tu nous dis que nous restons dans le vague en opposant à l'Etat, l'argent et la marchandise: le contrôle conscient des êtres humains sur leur propre activité. Il nous semble pourtant que dans l'ensemble du texte cet aspect est un peu plus approfondi. Tu ne l'as pas vu. Tant pis!

Dans ta lettre ainsi que dans certains tracts, tu avances un projet «d'organisme informé de la quantité totale de production-services» répartissant «une somme totale de pouvoir d'achat proportionnelle à cette production» (souligné par toi). A cela, nous répondons que notre volonté «d'un contrôle conscient des êtres humains» ne nous permet pas de te suivre vers ce chemin de l'édification d'un appareil qui ne permettrait pas ce contrôle conscient. Nous ne sommes pas opposés à la constitution de réseaux d'information et de distribution, par contre nous sommes hostiles à la constitution d'un organisme de répartition, qu'il s'agisse d'une répartition en nature ou, comme dans ton projet, d'une répartition de pouvoir d'achat. On peut, d'ailleurs, se demander quelles sont les raisons qui t'empêchent de dire nettement que ton «organisme» est un Etat puisque tu n'hésites pas à parler de monnaie.

Les efforts nécessaires et les produits de ceux-ci permettant aux êtres humains de maintenir la vie humaine, tout cela, qui ne se réduit pas uniquement à «la production», devient pour toi une «quantité totale», laquelle peut de ce fait être représentée par une monnaie dont la fonction serait de servir de moyen de paiement, d'unité de compte et d'instrument de réserve en vue de paiement différé: «une somme totale de pouvoir d'achat proportionnelle à cette production avec une marge de sécurité suffisante», bref, les caractéristiques essentielles de l'argent. Moins, il est vrai, l'accumulation «privée» (entreprises et individus) puisque cet argent ne serait ni «capitalisable», ni «thésaurisable», «s'annulant à l'achat». Nous ne voyons pas très bien pourquoi tu considères qu'un organisme répartissant sous forme d'argent l'équivalent de la quantité totale de production serait moins capitaliste que des entreprises. De plus, l'argent n'est pas neutre, et la puissance sociale qu'il exprimerait, même dans ton système, contribuerait certainement à la persistance de trafics divers afin de s'emparer d'une partie de cette puissance. Quant à nous, que l'argent soit entre les mains de «particuliers» ou entre les mains d'un «organisme», ce que nous ne voulons plus c'est de cette soumission à ce jeu tragique où la vie humaine, les activités des hommes se voient cristallisées, représentées et rendues équivalentes par une chose qui se situe à l'extérieur de notre contrôle, de nos relations et interactions.

Que ce fétiche soit entre les mains de «particuliers», d'un Etat ou d'un «organisme de répartition», il n'a jamais été et ne sera jamais qu'un instrument de pouvoir et de division.

Tu nous dis qu'en affirmant qu'une société communiste «ne doit pas comporter même un monnaie non-capitalisable simplement destinée à l'organisation de la répartition de ce qui n'est pas abondant»,

nous présenterions nous-mêmes «une ligne directrice». Eh bien oui! Nous sommes des communistes, représentant actuellement un mouvement millénaire d'êtres humains qui se sont opposés à Mammon et Léviathan, en affirmant que la direction que devait suivre l'humanité pour sortir de l'aliénation passait par l'abolition des abstractions, des représentations, des fétiches qui la mutilent. Quant au problème de «ce qui n'est pas abondant», on pourra s'en passer ou le produire soi-même. L'important n'étant pas la production de «choses» mais des relations humaines actives, créatives, coopératives et non destructrices.

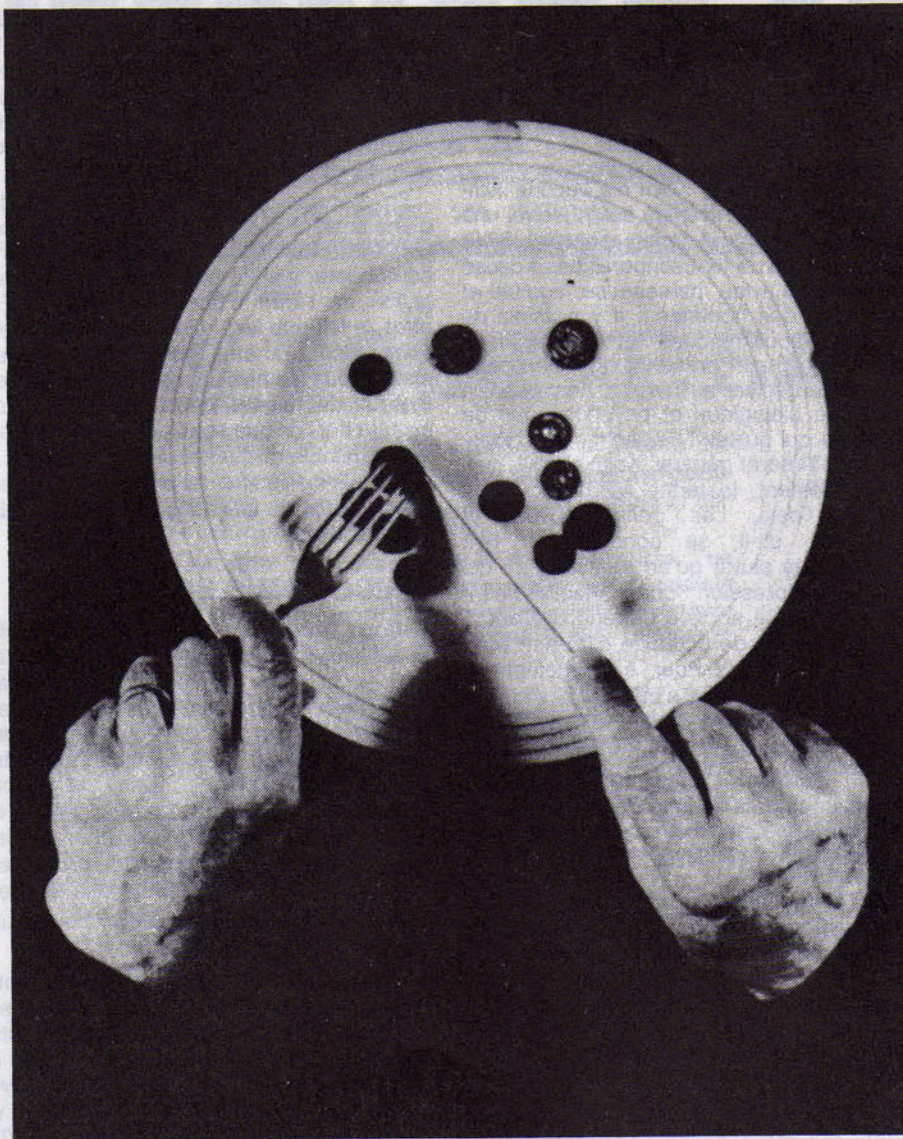
Sans t'en rendre compte, en nous posant la question «comment éviter une compétition violente entre individus pour se procurer ce qui n'est pas assez abondant?», tu te places sur le même terrain que celui de nombreux penseurs au début de la généralisation du capitalisme, lesquels justifiaient l'Etat et l'argent comme des institutions nécessaires car elles permettaient de réfréner et de canaliser les instincts destructeurs des hommes. On a vu les résultats!

En fait, ces visions de l'homme compétitif et violent correspondaient à ce que les penseurs voyaient dans l'espace de leur propre société bouleversée par la généralisation des rapports marchands et la montée de l'Etat-nation. Dans le tract «Diversité des besoins et des désirs», tout en dénonçant la «production de biens superflus», tu en arrives à pactiser et à reconnaître la légitimité des besoins et des désirs, de ces «voraces, avides et agités, ambitieux», de ces «insatiables», dignes produits d'une civilisation où l'absence de «l'être» est compensée par «l'avoir» et «le paraître», dont les fondements reposent sur la division, la concurrence et la compétition entre les êtres humains, où les compensations qui nous sont offertes accentuent notre dépossession.

Selon nous, il y a un certain nombre de besoins et de désirs aujourd'hui qui sont extrêmement néfastes à la vie des hommes, il en est de même d'une bonne partie des objets actuels, objets dont la valeur humaine est plus que discutable tant par ce qu'ils impliquent leur production comme leur utilisation.

Ceci étant dit, il est peut-être possible, en reprenant ton exemple — des chaînes de haute fidélité musicale —, que de tels types d'objets «existent» encore. Seulement ces objets seront désirés dans le cadre d'une civilisation où leur utilisation comme leur production auront changé. Ils ne seront pas des obstacles à la plénitude de la vie humaine. Si leur production «exige une industrie avec ses nombreux travailleurs qualifiés, ses ingénieurs...»; si se posent encore des questions comme les tiennes «comment les trouver, les former, les réunir en nombre suffisant... s'il n'existe pas de revenus distribués en monnaie...?»; eh bien, cela démontrera que nous ne sommes pas sortis de ce monde-ci.

A ta question qui se veut insidieuse «si un individu ne peut pas avoir sa propre chaîne Hi-Fi, qui lui imposera le programme musical?», nous répondons d'abord qu'une grande partie des «goûts» actuels n'ont que peu de rapport avec un choix réellement autonome des personnes, mais par contre



beaucoup avec les positions sociales, les phénomènes de mode...

L'homme moderne a perdu contact avec lui-même, avec autrui et avec la nature. Transformé en marchandise, il éprouve ses forces vitales comme un investissement dont il doit tirer le maximum de profit possible en rapport avec les conditions du marché. Les rapports humains sont essentiellement des rapports entre automates aliénés, chacun assurant sa sécurité en s'efforçant de rester proche de la foule et de ne pas s'en distinguer en pensée, sentiment ou action. Dès lors, chacun reste absolument seul, en proie à l'insécurité, l'angoisse et la culpabilité, tous sentiments inéluctables lorsqu'on ne parvient pas à surmonter la solitude humaine. Pour aider les gens à rester consciemment inconscients de cette solitude, notre civilisation offre de nombreux palliatifs; en premier lieu, la routine stricte du travail mécanique, bureaucratisé, qui noie dans l'inconscience les désirs humains les plus fondamentaux, le désir nostalgique de transcendance et d'unité. Dans la mesure où la routine du travail n'y réussit pas à elle seule, l'homme surmonte son désespoir inconscient par la routine de l'amusement, par la consommation passive des sons et des spectacles qu'offre l'industrie des loisirs; à quoi

s'ajoute la satisfaction d'acheter des choses toujours nouvelles et de bientôt les échanger pour d'autres. (*L'art d'aimer* d'Erich Fromm.)

Pour conclure sur cette partie de ta lettre, il nous semble que si un individu ne peut avoir «sa» propre chaîne Hi-Fi, des individus disposeront peut-être en commun d'une chaîne Hi-Fi; il est aussi possible que cet individu apprenne à chanter, à faire de la musique seul et/ou avec d'autres, celui-ci pourra aussi écouter les chants et les musiques d'autres individus.

G.R.

## LE PROFIT ETAIT LE BUT

«L'Union Belge de football comme l'UEFA semblent avoir été inspirées davantage par des préoccupations d'ordre lucratif et commercial que par leur devoir d'assurer la sécurité des spectateurs. La vente des tickets a, ainsi qu'il ressort de plusieurs déclarations et notamment de celle de M. Roossens, échappé à tout contrôle. Un grand nombre de tickets donnant accès à la zone Z (une zone neutre où ne devaient en aucun cas se trouver des supporters italiens) ont été vendus à des Italiens.» —du rapport de la Commission d'enquête parlementaire belge sur les événements au stade Heysel le 29 mai, lors du match Liverpool-Juventus.

## LES PRINCIPES DU SOCIALISME

### OBJECTIF

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

### DECLARATION DE PRINCIPES

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race ni de sexe.

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ d'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

*Nous vous invitons, si vous êtes d'accord avec les vues exposées ci-dessus, ou même si vous n'êtes pas totalement convaincus et souhaitez en discuter plus à fond, à prendre contact avec nous à la BP 26, 6700 Arlon, Belgique.*

### PUBLICATIONS SOCIALISTES

Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie: 6 FF, 40 FB (port compris).

Engels sur l'abolition du salariat: 6 FF, 40 FB.

Pour le socialisme mondial (50 pages): 10 FF, 70 FB.

Introduction au socialisme (dépliant).

## LIVRES

**La bonne économie** de Serge-Christophe Kolm, Presses Universitaires de France, Paris, 150FF.

Ce livre d'un économiste académique a pour but d'examiner quel serait le système économique idéal, «la bonne économie» selon ses mots, c'est-à-dire la meilleure façon d'organiser la production et la répartition des biens et des services pour satisfaire les besoins humains.

En premier lieu, Kolm souligne que normalement on présume la possibilité de deux systèmes économiques seulement, l'un basé sur l'échange libre des biens et services et l'autre sur le transfert forcé des biens et services, ce qu'il appelle, respectivement, le Marché et le Plan (ce que nous appelons le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat). Et il remarque que ce point de vue ignore totalement une troisième façon de transférer les biens et services — donner et recevoir librement et gratuitement — donc l'existence d'une troisième possibilité, un système économique qui ne serait basé ni sur le Marché ni sur le Plan, mais sur le Don. Kolm appelle cette économie «la réciprocité générale» car, grâce à la technologie moderne, celle-ci ne serait pas basée sur des dons faits directement entre particuliers, mais ce serait une économie dans laquelle chaque membre de la société donnerait son travail à la société entière (c'est-à-dire à tous collectivement) et recevrait gratuitement de la société les biens et services nécessaires à ses besoins.

Une «économie» (pour utiliser ici la terminologie de Kolm) dans laquelle les gens travaillent volontairement pour produire les biens et les services dont ils se servent librement et gratuitement selon leurs besoins — qu'eux-mêmes déterminent — n'est autre que ce que nous entendons par «socialisme» ou «communisme». Kolm, lui, fait la distinction entre sa «réciprocité générale» et le communisme tel que Marx et d'autres l'ont envisagé, à cause de l'ambiguïté, selon lui, du slogan: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins» qui, dit-il, ne précise pas si cela se fera volontairement, en donnant, ou bien si cela se fera par l'intermédiaire d'une planification impérative, c'est-à-dire à travers l'Etat. Il préfère ce slogan: «De chacun, volontairement, selon les besoins des autres». Il admet malgré tout une similarité étroite entre sa «bonne économie» et le communisme anarchiste de Kropotkine. (Nous soutenons que la conception de Marx à propos du communisme est aussi un communisme sans Etat et que Kolm a mal interprété Marx.)

Après avoir établi ce que serait la «bonne économie», Kolm s'engage à examiner si une telle économie basée sur le don et la prise au tas (plutôt que sur l'achat et la vente ou que sur la planification d'Etat) serait réalisable. Pour lui, tout système économique, en tant que système de transfert de biens et services, doit être capable de résoudre deux problèmes cruciaux: la motivation (essentiellement l'incitation à travailler) et l'information (sur les produits et services requis et la meilleure façon de les fournir). Et c'est là que

s'appauvrit l'argumentation de Kolm et, puisque la plupart des 500 pages de son livre sont consacrées à la recherche de solutions à ces deux problèmes, la valeur de celui-ci en est considérablement diminuée.

Sur la motivation, Kolm n'a aucune difficulté à réfuter le préjugé selon lequel une société où le travail serait volontaire et les biens gratuits ne fonctionnerait pas à cause de la nature avide, paresseuse, égoïste et agressive des hommes... Il y a assez de preuves sociologiques et anthropologiques, dont Kolm présente des exemples, démontrant bien qu'il n'y a rien dans la structure biologique et psychologique de l'homme qui puisse l'empêcher de coopérer dans l'intérêt général. Kolm choisit, malheureusement, le terme «altruisme» pour dénoter cela. Les gens peuvent et devraient, dit-il, se conduire en tant qu'altruistes plutôt qu'en égoïstes, ce qui donne l'impression que l'établissement d'une nouvelle société dépend de l'adoption d'un code de conduite différent. Mais ce n'est pas le cas. Pour l'établissement du socialisme, les gens n'ont pas à s'arrêter d'être égoïstes et à devenir des saints; ils auront simplement à supprimer par une action politique consciente la barrière, constituée par la société de classe coercitive, qui empêche l'exercice libre de nature coopérative et sociable.

Sur l'information, la solution de Kolm est encore plus faible: il propose le maintien de l'argent en tant qu'unité de compte, et de l'utilisation de prix, de profits, de taux d'intérêts et de coûts marginaux fictifs... Ainsi il nous demande d'imaginer une situation dans laquelle les articles seraient librement et gratuitement disponibles dans les magasins collectifs, mais auraient néanmoins une étiquette avec un prix dessus pour permettre aux gens de comparer leur propension marginale à consommer avec leur productivité marginale, ou autre!! Mais pourquoi? Pourquoi serait-il nécessaire d'avoir une unité générale de compte mesurant la «valeur économique» dans une société basée sur le travail volontaire et sur le principe de «prise au tas»? L'information principale nécessaire serait de savoir ce que les gens veulent, et ceci ne présente aucun problème. Il suffit d'enregistrer ce que les gens choisissent de prendre pendant un certain temps ou tout simplement de le leur demander dans des enquêtes de sondage.

Le choix des méthodes de production à utiliser pour fournir les biens et services afin de satisfaire ces besoins constitue un problème plus complexe, mais cette question peut être résolue sans l'intervention d'une unité générale de compte. Les calculs seraient toujours nécessaires, mais on pourrait les faire en nature; ces calculs seraient donc techniques, plutôt qu'économiques, réalisés en quantités physiques tout en tenant compte des considérations sociales telles que les conditions de travail et la pollution.

Bien que Kolm ait identifié plus ou moins bien ce que serait la «bonne économie», il n'en a pas compris totalement les implications. C'est peut-être parce qu'il s'intéresse plus à l'étude d'une «économie d'altruistes» (par contraste avec l'«écono-

mie d'égoïstes» d'Adam Smith) en tant que proposition théorique intéressante qu'à l'établissement d'une société coopérative libre en tant que solution aux problèmes sociaux d'aujourd'hui. Et ceci apparaît clairement dans la dernière partie, mathématique, de son livre.

En discutant sérieusement la possibilité d'une société basée sur le principe du don plutôt que sur l'achat et la vente, ce livre contribuera, malgré ses fautes, à la propagation de l'idée d'une telle société. En effet, le fait que les vraies idées socialistes commencent à être discutées sérieusement à tous les niveaux de la société constitue un des signes que le socialisme est aujourd'hui l'unique solution aux problèmes de l'humanité, et que tôt ou tard il viendra à être reconnu comme tel par la majorité des gens, du fait de leurs expériences au sein du capitalisme.

## L'ECONOMIE BOURGEOISE

Pour l'économie marxienne, le capital n'est jamais une chose — machines, outils, etc. — ni une somme d'argent. Marx démontre longuement que si la valeur s'accroît au travers de l'échange de marchandises, c'est parce que la force de travail a été exploitée. Dans la théorie marxienne, le capital, comme valeur qui s'accroît, est un rapport social entre classes. La question de l'origine du profit, de la rente et de l'intérêt ayant été ainsi posée, il reste aux économistes rivaux à trouver une meilleure solution.

Les économistes bourgeois expliquent la répartition du revenu en termes d'«intensité marginale». Le revenu dérivé du «capital» ou du «travail» est expliqué en termes de l'intensité de leur utilisation en accord avec «la loi des rendements décroissants». Il y a beaucoup de problèmes avec cette formulation mais elle a l'attraction terrible — pour les capitalistes — d'expliquer le profit en termes de l'affirmation que le capitaliste et le salarié gagnent exactement ce qu'ils contribuent à la production.

L'économie bourgeoise continue à abolir la possibilité d'abolir l'argent, les prix et les marchandises en invoquant le fait que l'«on a toujours besoin du capital». Mais le capital est un rapport social entre classes. Les marchandises sont faites par des marchandises et nous sommes les marchandises productrices. L'existence du capital et du capitalisme est une question de conscience de classe. La balayage des mythes générés par l'économie bourgeoise est un petit pas vers la disparition finale de la marchandise à jamais.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom .....

Adresse .....

.....

**Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB**  
**Versements au CCP 238128M de A. Buick à Nancy.**